

FRANCE

L'énergie nucléaire étant sa première source d'électricité, la France laisse moins de place à la croissance au secteur des énergies renouvelables. En conséquence, même dans le cadre du scénario de politiques renforcées, l'investissement privé dans les énergies propres en France devrait augmenter d'à peine 50 %. Dans le cadre des politiques actuelles et de Copenhague, l'investissement dans les énergies propres en France devrait rester stable au cours de la décennie à venir. Toute capacité d'énergie nucléaire qui ferme sera probablement remplacée par davantage de nucléaire ; certains moyens de production de charbon devront être remplacés dans les dix prochaines années, laissant quelques possibilités de croissance aux énergies renouvelables. Sur les 6,3 milliards de dollars de financement d'actifs dans les énergies renouvelables en France, tels que prévus pour 2020 par le scénario de renforcement de l'énergie propre, 5 milliards de dollars seront consacrés aux technologies éoliennes. Troisième plus grande ressource éolienne en Europe après l'Allemagne et le Royaume-Uni, la France envisage d'accroître sa capacité de production éolienne afin de respecter son engagement en vertu des objectifs européens en matière d'énergie renouvelable.

Dans le scénario de politiques renforcées, le potentiel d'investissements cumulés en France entre 2010 et 2020 devrait s'élever à 57 milliards de dollars, ce qui permettrait l'installation de 29 GW de capacité de production d'énergie renouvelable.

La France dispose déjà de nombreux éléments pour encourager le développement d'un secteur fort des énergies renouvelables. Elle a obtenu 1,8 milliards de dollars d'investissements dans les énergies propres en 2009 et a affiché un taux de croissance moyen de 98 % dans ce domaine sur les cinq dernières années. La France possède une capacité de production éolienne installée de 3,4 GW et a un fort potentiel en tant que grand producteur d'énergie photovoltaïque (PV).

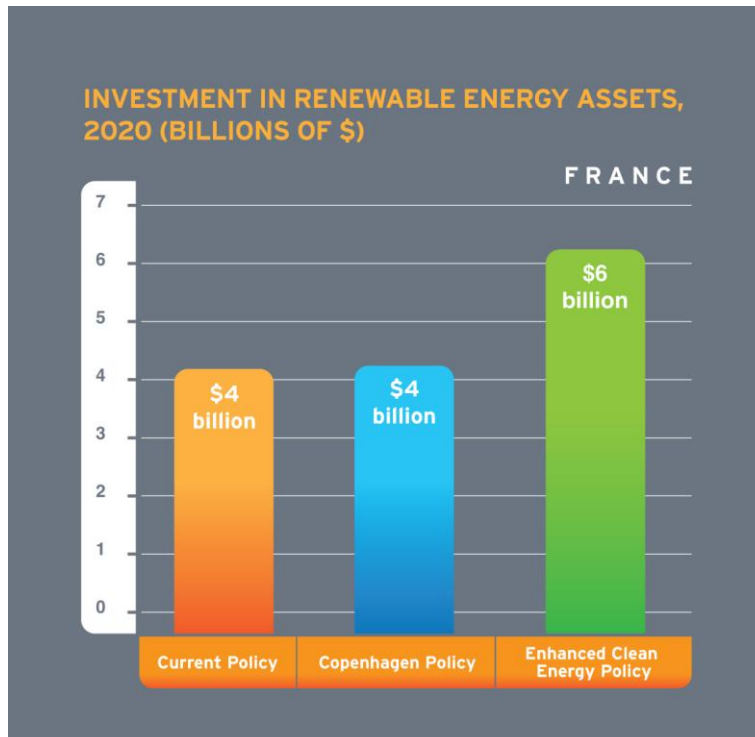
Le gouvernement a fixé un impératif de produire 10 % d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici fin 2010 et a adhéré au programme de l'UE de plafonds et d'échanges. Il a également adopté l'engagement de Copenhague pris par l'UE de réduire ses émissions jusqu'à 30 % par rapport aux niveaux de 1990. La France a récemment rejoint le Royaume-Uni et l'Allemagne en déclarant qu'elle tiendrait son engagement de Copenhague, sans se préoccuper de ce que d'autres pays décident de faire.

En dépit de certains succès remportés à ce jour, la France n'a pas avancé aussi rapidement qu'elle aurait pu sur le plan des énergies renouvelables, notamment en raison d'incohérences des politiques. Ses droits de douane pour la construction d'installations PV intégrées sont parmi les plus élevés d'Europe, par exemple, mais des modifications fréquentes du cadre législatif et une bureaucratie omniprésente créent des obstacles majeurs à la croissance industrielle. La levée de ces obstacles permettrait non seulement de construire de nouvelles capacités d'énergies renouvelables, mais pourrait également

amener la création d'un centre de développement technologique en France pouvant attirer une attention internationale considérable en terme de capital-risque. Le développement éolien souffre d'un excès de contraintes administratives.

La France pourrait également remettre en question son système électrique centralisé qui a rendu difficile l'ajout de nouvelles capacités d'énergie propre par des acteurs indépendants. Électricité de France (EDF) est chargée de connecter les projets au réseau et les retards politiques font régulièrement attendre les porteurs et les développeurs de projets. Aujourd'hui, ce sont déjà plusieurs gigawatts de projets PV qui attendent l'approbation de leur connexion. Pour accroître rapidement ses capacités, la France doit remettre en question son système centralisé de l'énergie ou développer de nouveaux processus d'interconnexion. À moins que ces difficultés ne soient levées, tous les droits de douane et toutes les incitations du gouvernement en faveur des énergies renouvelables ne serviront à rien.

INVESTISSEMENTS DANS DES ACTIFS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, 2020 (MILLIARDS DE \$)



France	France
Current policy	Politique actuelle
Copenhagen policy	Politique de Copenhague
Clean energy policy	Politique favorisant l'énergie propre
\$4 billion	4 milliards de \$
\$6 billion	6 milliards de \$